

Impact des recettes fiscales sur la croissance économique

(Cas des grands pays et des paradis fiscaux)

Ben Ammar Fayçal, Ben Ammou Saloua

Université de Sousse

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sousse

Tunis, Tunisie

faysalbenammar@hotmail.com, saloua.benammou@yahoo.fr

***Résumé** La fiscalité présente la principale ressource des pays, mais dans un monde où la concurrence est acharnée, le taux d'imposition sera le seul outil de défense pour les gouvernements des pays. La liberté des gouvernements dans le choix du taux d'imposition est restreinte particulièrement lors de la présence des paradis fiscaux. L'objectif de ce travail est de tester l'impact des recettes fiscales sur la croissance économique. Pour la validation empirique, nous faisons appel à la théorie des cointégrations en données de panel. Les conclusions de cette étude suggèrent que les différentes politiques fiscales menées par les grands pays et les paradis fiscaux ont donné un effet à long terme sur les indicateurs économiques entre ces groupes de pays. En outre, cette étude conclut que l'impôt peut être un outil important pour récupérer la récession actuelle ou ralentissement économique et de contribuer à la croissance à long terme dans les deux groupes de pays. Notre recherche montre que ni la hausse et ni la baisse du taux d'imposition présente une magique stratégie fiscale.*

***Mots clés**—taux d'imposition, recettes fiscales, croissance économique, grands pays et paradis fiscaux.*

I. INTRODUCTION

La fiscalité présente la principale ressource des pays, mais dans un monde où la concurrence est acharnée, le taux d'imposition sera le seul outil de défense pour les gouvernements des pays. Ces derniers se trouvent obligés de changer leurs taux d'imposition afin de conserver en premier lieu leurs ressources, et en second lieu la non sortie des entreprises vers les territoires à faible taux d'imposition. De ce fait, le taux d'imposition choisi influence soit les recettes fiscales, soit les entrées et les sorties des capitaux des

entreprises multinationales. Ce qui influe sur la croissance économique des pays en concurrence dans les deux cas. L'objectif majeur de ce travail est de déceler l'impact des recettes fiscales requises des entreprises sur la croissance économique des pays en concurrence.

II. REVUE DE LA LITTÉRATURE

La problématique des effets de la fiscalité sur la croissance économique représente une préoccupation qui a attiré l'attention de plusieurs auteurs. Certains économistes de l'offre comme Sato (1967), Krzyzaniak (1967), Feldstein (1974), Easterly et Rebelo (1993) et autres, ont largement abordé cette problématique, mais dans la plupart du temps, leurs travaux négligent souvent de tenir compte de certaines variables pertinentes.

A. Smith voit que l'impôt peut gêner l'industrie du peuple et le dévier de s'appliquer à certaines branches de commerce ou de travail qui offrirait de l'occupation et des moyens de subsistance à beaucoup de monde.

La majorité des économistes tentent de considérer que la fiscalité pénalise la croissance économique. Cependant, il est important de souligner que les effets attendus de la fiscalité sur la croissance varient en fonction du cadre théorique retenu, c'est-à-dire qu'un modèle de croissance néoclassique ou de croissance endogène ou en fonction du facteur de production est soumis à l'impôt, à savoir, un impôt sur le capital ou un impôt sur le travail.

Concernant la famille du modèle de croissance néo-classique de Solow en 1956 à taux d'épargne exogène, certains auteurs comme Sato (1967), Krzyzaniak (1967) et Feldstein (1974) ont étudié les effets de la fiscalité sur la croissance. D'autres, comme Judd (1985) et Chamley (1986) ont utilisé le modèle à taux d'épargne endogène de Ramsey (1928). Selon ces modèles, la fiscalité agit sur le taux de croissance dans la phase transitoire et sur le niveau de revenu par tête.

Hall (1988) voit que la fiscalité agit sur les revenus du capital, comparable à une réduction du taux d'intérêt net qui peut modifier la distribution des ressources entre consommation présente et future. Pour les nouvelles théories de la croissance, la fiscalité agit sur l'offre de travail et le progrès technique. Ces facteurs endogènes de la croissance dépendent du comportement des agents économiques.

Romer (1986), Lucas (1988) et Aghion et Howitt (1992) ont déterminé le taux de croissance à l'état régulier. Ils voient que la fiscalité a une influence non seulement sur le taux de croissance transitoire, mais aussi sur le taux de croissance à long terme. Koester et Kormendi (1989) ont conclu à partir d'une analyse sur 63 pays pour la période de 1970 à 1979, que les taux d'imposition moyens n'affectent pas la croissance en tenant compte de leur nature endogène et de leur lien avec le produit par tête. Toutefois les taux d'imposition marginaux réduisent l'activité économique lorsque leurs effets sont contrôlés par les taux moyens.

Levine et Renelt (1992) ont évalué l'impact des taxes sur les échanges, c'est-à-dire les impôts sur les sociétés et sur les personnes physiques, ainsi que sur les prélèvements sociaux. Ces variables réduisent significativement le taux de croissance si les effets du taux d'investissement sont pris en compte. Newbery et Stern (1987), Chambas (1994) et Arthus (1997) ont constaté que les taux d'imposition ont des effets néfastes sur l'activité de production. Pour ces

auteurs, les taux d'imposition appliqués en Afrique sont sources de découragement à l'investissement.

Savadogo (2001) a affirmé que l'une des causes de la baisse de multiplication des activités de production au Burkina Faso, est liée à la manière de fixer le montant dû par les patentables. Pour Savadogo, la procédure d'imposition est susceptible d'amener les investisseurs à limiter leur action, et de ce fait, d'affecter profondément le tissu économique pour diriger les contribuables à exercer leurs activités de production.

Mirrless (1971) a jugé nécessaire de trouver des taux d'imposition qui tiennent compte des objectifs d'équité et d'efficacité, tout en gardant en bonne santé les finances publiques de l'Etat. Toutefois les taux n'ont pas été résolu de manière synthétique. Il demeure que ce taux est au-dessous du taux qui maximiserait les recettes de l'Etat.

Il est opportun à présent de poser la question suivante : quel est l'impact des recettes fiscales sur la croissance économique du grand pays et du paradis fiscal ?

III. Estimation économétrique

L'objectif de ce travail est de tester empiriquement l'impact des recettes fiscales sur la croissance économique.

Pour la validation empirique, nous faisons appel à la théorie de la cointégration en données de panel. Deux questions importantes sont abordées dans cette étude; les recettes fiscales ont une relation de long terme avec la croissance économique? La relation de long terme entre les recettes fiscales et la croissance économique est cohérente entre le grand pays et le paradis fiscal?

A. Mesures des variables

Notre étude est similaire à l'étude effectuée par Bujanga et al. (2013) traitant la structure de l'impôt et la croissance économiques entre les pays en développement et les pays à revenu élevé de l'OCDE. Ils ont utilisé la cointégration en panel. Leur échantillon

est constitué de 24 pays en développement et 24 pays à revenu élevé de l'OCDE au cours de la période 2000-2009. Leurs données sont prises de la Banque (Banque mondiale, 2012). Ils ont choisi comme variables explicatives de la croissance: l'épargne brute, les entrées nettes d'investissements directs étrangers (IDE), les importations et les exportations de biens et services et le taux de chômage.

Les variables qui constituent les recettes fiscales sont, les impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital, les taxes sur les biens et services, les taxes sur le commerce international, et d'autres taxes.

Notre étude examine l'impact des recettes fiscales sur la croissance économique des grands pays et des paradis fiscaux. Notre échantillon est composé des 10 pays, 5 grands pays (France, Etats-Unis, Chine, Malaisie et Norvège) et 5 paradis fiscaux (Hong-Kong, Royaume-Uni, Seychelles, Singapour et Suisse) au cours de la période 2000-2012. Nos données sont prises de la Banque Mondiale (Indicateurs de développement économique, 2014).

Il est à noter que le choix du paradis et du grand pays est ciblé vu qu'un paradis fiscal est en relation avec le grand pays. Pour mieux illustrer notre démarche, notre choix s'est porté sur l'exemple de Hong-Kong qui est le premier paradis fiscal dans le monde suivant le rapport de l'OCDE et de la Banque Mondiale de 2012. Pour le grand pays qui est en relation direct avec Hong-Kong était la France.

Le choix de cette dernière est basé sur sa part dans la totalité des entreprises multinationales implantées à Hong-Kong. Le même choix est maintenu pour le reste de l'échantillon.

B. Spécification du modèle

$$Y_{it} = \beta_{0i} + \beta_1 \ln(TIBC)_{it} + \beta_2 \ln(IS)_{it} + \beta_3 \ln(DD)_{it} + \beta_4 \ln(AT)_{it} + \beta_5 (DETTES)_{it} + \beta_6 (TO)_{it} + \beta_7 (RNH)_{it} + \beta_8 (INF)_{it} + \varepsilon_{it}$$

i : Nombre de pays, t : Nombre de périodes

Avec \ln : l'opérateur logarithme.

Y_{it} : Représente le PIB par tête de pays (i) à la période (t)

RNH : Revenu National par Habitant

INF : Inflation

TIBC : Recettes fiscales provenant du taux d'imposition appliqué sur les taxes et cotisations obligatoires dues par les entreprises après la déclaration des déductions et exemptions autorisés.

IS : Recettes fiscales provenant du taux d'imposition appliqué sur les profits des sociétés et sur les gains en capital.

DD : Recettes fiscales provenant du taux d'imposition appliqué sur les importations des biens qui entrent dans le pays ou sur des services rendus à des non-résidents.

AT : Recettes fiscales provenant du taux d'imposition appliqué sur les salaires des employés et sur les biens fonciers.

DETTES : Le total du service de la dette est la somme des remboursements du capital et des intérêts réellement payés en devises étrangères, en biens ou en services sur la dette à long terme, les intérêts payés sur la dette à court terme et les remboursements (rachats et frais) payés au FMI.

TO: Représente le taux d'ouverture représenté par le ratio (IMP+EXP) (% de PIB).

ε_{it} : Terme d'erreur

C. Résultat des estimations

Nous allons aborder tout de suite notre démarche empirique. L'idée étant de déceler d'éventuelles relations de cointégration entre le PIB et les différentes variables sous-jacentes aux modèles représentés ci-dessus (Relation 1).

En effet, les études menées sur des données de panel supposaient implicitement que les variables considérées étaient stationnaires. Ceci limite considérablement la portée des résultats obtenus étant donné les biais considérables d'estimation des paramètres liés à la non prise en compte d'une éventuelle non stationnarité des séries.

Grâce aux développements récents de l'économétrie, il est désormais possible de tester la stationnarité sur données de panel ainsi que le caractère cointégré ou non d'un ensemble de variables. L'investigation empirique est menée en deux étapes.

Nous testons, en premier lieu la présence de racines unitaires au travers des tests de Levin Lin et Chu (2002) (LLCci-après) et d'Im, Pesran et Chu (1997) (IPS ci-après) et nous testons

l'hypothèse de la présence d'éventuelles relations d'équilibre stables de long terme par la procédure de Pedroni (1996). Nous estimons, en deuxième lieu, les relations de cointégration en faisant appel aux méthodes FMOLS 1 et DOLS2 proposées par Stock and Watson (1994).

L'estimation économétrique sera menée sur trois échantillons. Le premier échantillon comporte le nombre total des pays. Le deuxième échantillon comporte les paradis fiscaux, alors que les grands pays composent le troisième échantillon.

C.1) Tests de racines unitaires :

Dans la littérature récente des données de panel non stationnaires, plusieurs tests de racine unitaire ont été proposés. Banerjee (1999), Baltagi et Kao (2000) et Baltagi(2003) ont fourni une revue détaillée de cette littérature. Le recours à ces tests dans les applications macroéconomique est aujourd'hui un exercice crucial. Dans notre étude nous nous limitons aux tests de LLC (2003) et d'IPS (1997), dont les tableaux 3 et 4 présentent les résultats.

Table I: Tests de LLC et d'IPS sur les séries en niveau

Séries	LL(2003)	IPS(1997)	Vc 5%(*)
Log PIB	-0.97	1.43	-1.65
Log TO	-1.11	-0.60	-1.65
DETTES	-0.47	-0.16	-1.65
Log TIBC	2.54	1.81	-1.65
Log IS	0.44	-1.62	-1.65
Log DD	-1.27	0.23	-1.65
Log AT	-0.48	0.04	-1.65

* Valeur critique à un seuil de 5%.

Table II. : Tests de LLC d'IPS et de BM sur les séries en différence première

Séries	LL(2003)	IPS(1997)	Vc 5%
Log PIB	-5.16	-5.26	-1.65
Log TO	-5.16	-2.62	-1.65
DETTES	-3.52	-2.15	-1.65
Log TIBC	-2.34	-2.81	-1.65
Log IS	-6.54	-10.71	-1.65

¹Fully modified ordinary least square.

²Dynamic ordinary least square.

Log DD	-12.74	-7.81	-1.65
Log AT	-4.10	-4.20	-1.65

* Valeur critique à un seuil de 5%.

Pour les variables en niveau le test de LLC, et le test d'IPS acceptent tous les deux l'hypothèse nulle de présence de racine unitaire du modèle (1) à un seuil de 5%. En revanche, les résultats de ces tests sur les séries en différence première confirment leur stationnarité. Partant de ces résultats, il est licite de tester l'hypothèse de présence d'une relation de cointégration entre les variables dans le modèle (1).

C.2) Test de Cointégration de Pedroni (1997) :

Table III. : Test de cointégration de Pedroni (Echantillon total)

Statistiq du test	Panel stat	Panel rho-sta	Panel pp-stat	Panel adf-sta	Group Rho-sta	Group pp-stat	Group adf-sta
VALEU	-2.5469	-7.7254	-6.8197	-4.3604	-6.9411	-7.3211	-3.4111
VC 5%(*)	1.64	-1.64	-1.64	-1.64	1.64	-1.64	-1.64

* Valeur critique à un seuil de 5%.

Table IV. : Test de cointégration de Pedroni (Grand pays)

Statistiq du test	Panel stat	Panel rho-sta	Panel pp-stat	Panel adf-sta	Group Rho-sta	Group pp-stat	Group adf-sta
VALEU	0.2404	1.69027	-7.1126	3.7060	2.6914	-6.471	-3.649
VC 5%(*)	1.64	-1.64	-1.64	-1.64	1.64	-1.64	-1.64

* Valeur critique à un seuil de 5%.

Table V. : Test de cointégration de Pedroni (Paradis Fiscaux)

Statistiq du test	Panel stat	Panel rho-sta	Panel pp-stat	Panel adf-sta	Group Rho-sta	Group pp-stat	Group adf-sta
VALEU	-30.640	0.82054	-2.2811	-1.880	-1.673	-1.810	-1.343
VC 5%(*)	1.64	-1.64	-1.64	-1.64	1.64	-1.64	-1.64

* Valeur critique à un seuil de 5%.

Partant de ces résultats, il est licite de tester l'hypothèse de présence d'une relation de cointégration entre les variables du modèle (1). Nous ferons recours aux tests de cointégration de Pedroni (1997). Pour le cas du Total échantillon, les résultats de sept statistiques de Pedroni sont reportés dans les tableaux 5, 6 et 7. Ils indiquent l'existence d'une relation d'équilibre de long terme entre le logarithme du PIB et les variables sous-jacentes au modèle de croissance.

En fait, toutes les statistiques, à l'exception des statistiques panel-v-stat et Group rho-stat, rejettent l'hypothèse nulle

d'absence de cointégration. S'agissant des grands pays, quatre statistiques rejettent l'absence d'une relation de cointégration (Group pp-stat, Group adf, Panel pp-stat, Panel adf-stat). Pour les paradis fiscaux, il existe trois statistiques qui acceptent l'hypothèse de l'existence d'une relation de cointégration : Grouppp-stat, Panel adf-stat et Panel pp-stat

Au total, nous concluons la présence d'une relation de cointégration. Cette relation sera estimée par la méthode FMOLS. Cette méthode nous permet de corriger ce biais d'endogénéité lié aux variables explicatives.

C.3) Estimations des relations de court et long terme :

Table VI. : Estimation de la relation de long terme
FMOLS (Echantillon totale)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic
LAT	0.037931***	0.007033	5.393567
DD	-0.006742***	0.001588	-4.246874
DETTE	-0.005876**	0.002531	-2.321186
LIS	0.493004***	0.062596	7.875978
LTIBC	-1.194868***	0.153493	-7.784526
TO	0.002026***	0.000241	8.419619

(***), (**) et (*) correspondent respectivement à la significativité statistique à 1%, 5% et 10%.

Les tableaux 6 relatent les résultats des estimations de la relation de long terme entre le PIB réel et les variables sous-jacentes à notre spécification, et ce par la méthode FMOLS, et ce pour l'échantillon total. En revanche, le tableau 7 retrace les résultats des estimations de la relation à court terme, en utilisant la technique GMM d'Arellano et Bond (1991).

Table VII. : Estimation du modèle à correction d'erreur
(Echantillon Total)

	Coefficient	Std. Error	t-Statistic
D(LPIB(-1))	0.016892	0.039042	0.432654
D(DD(-1))	-0.000160	0.001843	-0.086624
D(DD)	0.0041***	0.000924	4.509332
D(LAT(-1))	-0.00858***	0.001800	-4.770643
D(LAT)	-0.00853***	0.001606	-5.313773
D(LIS(-1))	-0.031847*	0.017700	-1.799212

D(LIS)	-0.046705**	0.018032	-2.590044
D(DETTE(-1))	-0.000187	0.000471	-0.396268
D(DETTE)	-0.000355	0.000435	-0.815383
D(LTIBC(-1))	-0.048470**	0.018996	-2.551622
D(LTIBC)	-0.113566**	0.055281	-2.054329
D(TO(-1))	0.000192**	7.97E-05	2.405995
D(TO)	0.000433***	0.000114	3.799993
ECM(-1)	-	0.027252	-3.524165

(***), (**) et (*) correspondent respectivement à la significativité statistique à 1%, 5% et 10%.

Les résultats des estimations montrent que toutes les variables du modèle sont fortement significatives, et ce surtout pour le cas de l'estimation de la relation de long terme, par la méthode FMOLS. Les résultats des estimations montrent que le coefficient affecté à la variable mesurant la vitesse d'ajustement (ECM (-1)) est statistiquement significatif. Ce résultat confirme l'existence d'une relation stable à long terme entre le PIB et les différentes variables fiscales.

La variable LAT exhibe un impact positif et statistiquement significatif sur le PIB. Le coefficient demeure statistiquement significatif à un seuil de 1%. En revanche, l'impact de court terme demeure négatif, dont les coefficients sont très faibles.

La variable afférente aux Recettes fiscales provenant du taux d'imposition appliqué sur les importations des biens (DD), intervient dans l'explication de la production réelle par un coefficient de long terme, négatif et statistiquement significatif. A contrario, à court terme, cette variable exhibe un effet positif et statistiquement significatif. Le coefficient de court terme est au alentours de 0.0041.

S'agissant de la variable LIS, elle montre un coefficient positif et statistiquement significatif, et ce à un seuil de 1%. L'élasticité de long terme demeure élevée (+0.49). En revanche, ladite variable affiche des élasticités de court terme négatives et statistiquement significatives. L'ampleur est un peu faible par rapport au coefficient affiché à long terme.

Le coefficient de long terme relatif aux Recettes fiscales provenant du taux d'imposition appliqué sur les taxes et cotisations obligatoires (LTIBC), demeure négatif et

statistiquement significatif à un seuil de 1%. Il est important de signaler que l'élasticité de long terme dépasse l'unité (-1.19). Dans le même sillage, les coefficients de court terme sont également négatifs et statistiquement significatifs.

Le taux d'ouverture affiche des coefficients à court et long terme positifs et statistiquement significatifs. L'effet de long terme demeure plus élevé à celui de court terme.

La variable qui représente la dette impacte négativement à long terme le PIB réel. A contrario, le coefficient de court terme demeure positif et statistiquement significatif.

Conclusion

Nous pouvons dire que les résultats trouvés coïncident avec les résultats trouvés par IMBARINE BUJANGA et al.(2013). Ces auteurs ont trouvé que la relation à long terme entre la structure fiscale et la croissance économique est cohérente entre les pays en développement et les pays à revenu élevé de l'OCDE.

Les conclusions de cette étude suggèrent que les différentes politiques fiscales menées par les grands pays et les paradis fiscaux ont donné un effet à long terme sur les indicateurs économiques entre ces groupes de pays. En outre, cette étude conclut que l'impôt peut être un outil important pour récupérer la récession actuelle ou ralentissement économique et de contribuer à la croissance à long terme dans les deux groupes de pays.

References

[1] Aghion, P. et Howitt, P. (1988), "Growth and Cycles through Creative Destruction", Unpub-lished, University of Western Ontario.

[2] Arellano, M. et Bond, S. (1991); " Certains tests de spécification pour les données de panel », Review of Economic Studies, Vol. 58, pp. 277-297.

[3] Arthus, L.W. (1997), «Pionnier de l'économie du développement »,Chronique ONU, la magazine des Nations Unies, 2008.

[4] Bujang, I., Ibrahim, T. et Ahmead, I. (2013), « tax structure and economic indicators in developing and high income OECD countries :panel cointégration analysis », *Procedia Economics and Finance*, 164-173.

[4] Chambas, G. (1994), « Fiscalité et développement en Afrique Subsaharienne », Paris, Economica.

[5] Chamley, C. (1986), "Optimal Taxation of Capital Income in General Equilibrium with Infinite Lives", *Econometrica*, Vol 54, pp. 607-622.

[6] Easterly, W. and Rebelo, S. (1993), "Fiscal policy and Economic Growth:An Empirical Investigation",*Journal of Monetary Economics*, Vol. 32 (3), pp. 417-458.

[7] Feldstein, M.S. (1974), "Tax avoidance and the dead weight loss of the income tax",NBER Working Paper, No. 5055.

[8] Hall, R. (1988), "Intertemporel Substitution in Consumption",NBER Working Papers, National Bureau of Reonomic Research.

[9] Judd, K.L. (1985), "Redistributive Taxation In A Simple Perfect Foresight Model",*Journal of Public Economics*, Vol. (28), pp. 59-83.

[10] Koester, J., Reinhard, B. and Kormendi, R.C. (1989), " Taxation, Aggregate Activity and Economic Growth:Cross-Country Evidence", *Journal of Public Economics*, Vol. 80, pp. 604-617.

[11] Kryzaniak. (1967), " Public debt , taxation and government expenditure".

[13] Levine, R. and Renelt, D. (1992), "A Sensitivity Analysis of Cross-Country Growth Regression", *American Economic Review*, Vol. 82 (4), pp. 942-963.

[14] Lucas, R.(1988), " On the Mechanisms of Economics Development",*Journal of Monetary Economics*, Vol. 22, pp. 3-42.

[15] Lucas, R.E. and Rapping, L.A. (1969), "Real Wages, Employment, and Inflation", *Journal of Political Economy*, Vol 77, p 721-754.

[16] Mirrlees, J.A. (1971), « Une exploration de la théorie de la taxation optimal de revenus »,*Review of Economic Studies*, Vol. 38, pp. 175-208.

[17] NewberY, D.M. and Stern, N.H. (1987), "The Theory of Taxation for Developing Countries", New York and Oxford University Press for the World Bank.

[18] Peter Pedroni, (1997),« Panel cointégration, asymptotic and finite sample proprieties of pooled time series, new results ».Indiana University, department of economics.

[19] Ramsey, F. (1928), " A Mathematical Theory of Saving", *Economic Journal*, 38, pp. 543-559.

[20] Romer, P.M. (1986), "Increasing Returns and Long-Run Growth", *Journal of Political Economy*, Vol. 94, pp.1002-1037.

[21] Sato, K. (1967), "In capital theory Theorem and Switching of Techniques",*Revue d 'Économie Politique*.

[22] Savadogo, S. (2001), « Décentralisation au Burkina-Faso : une approche en économie institutionnelle »,Université de Fribourg, Suisse, 2010.

[23] Smith, A. (1881), « : Recherche sur la nature et les causes de la Richesse des Nations, Edition française Guillaumin et Compagnie.

[24] Stock, J. H. and M. W. Watson, (1993), A simple estimator of cointegrating vectors in higher order integrated systems, *Econometrica* 61, 783-820.